

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRESS/151  
23 novembre 1999

## **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMC, M. MOORE, DÉPLORE LES FAUX SITES WEB DE L'OMC: ILS "PORTENT ATTEINTE À LA TRANSPARENCE DE L'OMC"**

Le Directeur général de l'OMC, M. Mike Moore, a sévèrement critiqué les sites Web créés récemment qui imitent les sites Web de l'OMC et sèment la confusion dans le public. Il dit que l'OMC est ouverte à la critique et au changement mais craint que la confusion provoquée par les faux sites avec leurs liens Internet fallacieux ne soit contraire à l'intérêt du public. Cette situation pourrait perturber un débat indispensable en compliquant l'accès à l'information de l'OMC.

*Le texte de sa déclaration est reproduit ci-après:*

"Je suis vivement préoccupé par l'apparition récente de sites Web anonymes qui copient des éléments importants de la conception des sites Web officiels de l'OMC. Cette manœuvre est source de confusion pour les personnes qui souhaitent obtenir de véritables renseignements auprès de l'OMC, en perturbant un dialogue démocratique qui est bien nécessaire. Elle est illégale et déloyale à l'égard de ceux qui fondent sur de véritables arguments leur critique de l'OMC, organisation qui ne fonctionne que sous l'autorité des gouvernements souverains.

En semant la confusion, les faux sites Web empêchent le public d'obtenir des renseignements auprès de l'OMC. Ils ont copié la conception du site Web de l'OMC et utilisent des noms de domaine tels que "[www.gatt.org](http://www.gatt.org)" ainsi que des pages de titre telles que "Word Trade Organization / GATT Home Page", de sorte qu'il est difficile pour les visiteurs de savoir qu'il s'agit de faux. Alors que l'OMC utilise le logo officiel de la Conférence ministérielle comme lien hypertexte vers le site Web officiel de la Conférence, les faux sites l'utilisent comme lien vers une documentation hostile à l'Organisation, autre tromperie à l'égard des utilisateurs du Web.

L'OMC et ses Membres défendent le droit des autres de formuler des critiques et des observations concernant les affaires de l'Organisation, y compris le droit de protester publiquement. Après tout, l'OMC constitue pour les gouvernements un cadre de discussion et de négociation sur des questions commerciales, compte tenu des préoccupations et intérêts divers de leurs citoyens.



Induire le public en erreur est tout autre chose. Contrairement aux allégations de ses détracteurs, l'OMC est hautement transparente. Le site Web de l'Organisation contient déjà plus de 60 000 documents officiels dans les trois langues officielles (anglais, français et espagnol), y compris les comptes rendus de réunions, et quelque 200 000 visiteurs par mois téléchargent l'équivalent de millions de pages de documents outre la consultation des pages Web disponibles en permanence. La grande majorité de ces documents sont mis immédiatement à la disposition du public et les autres sont mis en distribution générale au bout d'environ six mois. Le Secrétariat de l'OMC répond chaque semaine, par téléphone et par courrier électronique, à des milliers de demandes de renseignements reçues de la même manière, dont un grand nombre lui parviennent par le biais du site Web de l'Organisation, soit directement par courrier électronique soit par appel aux numéros de téléphone indiqués sur le site.

Ceux qui souhaitent une plus grande transparence de l'OMC devraient déplorer comme moi tout agissement qui complique l'accès du public à l'information de l'OMC. Il est paradoxal que, alors que l'OMC est accusée de manquer de transparence, certains détracteurs qui propagent des renseignements fallacieux ou erronés camouflent leur identité."

FIN